

FACE AUX SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DES FÉDÉRATIONS

Sidi Saïd défend les résultats de la tripartite

En présence des secrétaires généraux des fédérations, le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, a longuement commenté les résultats de la dernière tripartite. Devant un parterre attentif à son intervention, il dira : «Ce qui fait mal au cœur, c'est cette ingratitude de dire que l'UGTA n'a rien ramené.»

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Durant une heure trente minutes, le numéro un de la Centrale syndicale a interprété les résultats ayant sanctionné les travaux de la quatorzième tripartite. D'emblée, il dira : «On ne demande pas à être glorifiés, mais qu'on mette les choses dans leur contexte approprié.»

Pour Abdelmadjid Sidi Saïd, «la direction nationale n'est ni aventurière encore moins populiste. Les acquis de la dernière tripartite sont là et ne souffrent aucune ambiguïté. Sur les huit points inscrits à l'ordre du jour de la dernière tripartite, six émanent de l'UGTA. Je crois qu'il s'agit d'une tripartite d'une grande importance», a martelé Sidi Saïd. En effet, le secrétaire général a accordé une attention particulière au point relatif à l'outil de la production nationale. «Nous en tant qu'organisation syndicale, nous devons accompagner ce processus de soutien à la production nationale. Nous soutiendrons autant l'entreprise publique que l'entreprise privée créatrice d'em-

plois et de richesses, mais jamais celle qui fait l'import-import. La valorisation et la promotion de la production nationale doivent être considérées comme un acte patriotique, plus que nécessaire dans la phase actuelle caractérisée par l'agressivité de la mondialisation. Cette démarche préconisée par l'UGTA a des implications directes sur deux aspects primordiaux qui touchent de près la société, à savoir l'emploi et le pouvoir d'achat, car cela constituerait la clé de voûte de la stabilité sociale fortement appréciée. De manière générale, il faut savoir que toutes les mesures qui visent à encourager l'augmentation de la production nationale, publique ou privée, peuvent être considérées comme allant dans le sens de l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens. De la même manière, toutes les mesures visant à augmenter la création d'emplois sont à encourager», a indiqué Sidi Saïd. Transition toute faite, le secrétaire général de l'UGTA a abordé la question salariale à travers la revalorisation du SNMG, l'abrogation de l'article 87 bis et la revalorisation des pensions de retraite. Ces trois points constituent aux yeux de l'orateur des «acquis arrachés par la délégation de la Centrale syndicale lors de la dernière tripartite». A ce titre, il dira à propos du relèvement du SNMG de 15 000 à 18 000 DA, que cette revalorisation «ne profitera pas à tous les travailleurs, mais il n'en demeure que pour les petites pensions elle sera conséquente puisque l'augmenta-



Le SG de l'UGTA Sidi Saïd.

Photo : Samir Sid.

tion sera de 2 000 DA, soit 75 % du SNMG».

La suppression de l'article 87 bis était également un des points sur lequel Sidi Saïd a longuement insisté. «Il n'y a point d'ambiguïté sur ce sujet. La suppression de cet article va engendrer une augmentation directe des salaires. Aujourd'hui, sa suppression est un acquis irréversible et ne souffre aucune ambiguïté ou incompréhension. Alors dire que nous n'avons rien arraché lors de cette

tripartite est injuste», a-t-il ajouté, tout en attirant à l'attention de l'assistance sur «l'autre acquis de cette tripartite, celui relatif à l'augmentation prochaine des pensions de retraite.» Cela étant, le secrétaire général de l'UGTA n'a pas raté cette occasion pour évoquer les questions sociales de l'heure comme le problème de la quinzaine de travailleurs de l'Etusa, en grève de la faim au niveau du siège de la Centrale syndicale ou encore la décision de licenciement prise à l'encontre de la centaine de travailleurs de l'hôtel Aurassi.

Face à ces deux problèmes, Sidi Saïd n'a pas été par trente-six chemins pour lancer une mise en garde à l'adresse des patrons de ces deux entreprises, les accusant de faire «dans le pourrissement» au détriment «d'une solution acceptable pour toutes les parties». «J'attire l'attention de ces gestionnaires qui se prennent pour des Zapata que la gentillesse de l'UGTA ne veut pas dire faiblesse. S'ils ne règlent pas ces deux problèmes le plus tôt possible, je dégage la responsabilité de l'UGTA. Le tsunami UGTA va réagir et que les gens assument entièrement leur responsabilité», a-t-il conclu.

A. B.

RENCONTRE DE CONCERTATION DU CNES À ANNABA

Quand la société civile s'exprime...

«Les préoccupations de la jeunesse à Tébessa se limitent au mazout, à la drogue et à la hargha», dira la représentante de l'Association de promotion et d'émancipation de la femme de la wilaya de Tébessa.

La représentante de l'Association est intervenue lors de la rencontre-débat organisée, hier, au palais de la culture Mohamed-Boudiaf de Annaba par le Conseil national économique et social (Cnes), avec la société civile des cinq wilayas de l'extrême nord-est du pays (Annaba, Souk Ahras, Tébessa, Guelma et El Tarf). Elle avait été précédée par le discours d'ouverture du président du Cnes, Mohamed Seghir Babès. Celui-ci a invité son auditoire, composé de cadres de différents secteurs et de représentants des associations et organisations nationales, «à vider leur sac» en relevant toutes les contraintes et préoccupations que rencon-

trent les citoyens de ces wilayas. «Nous sommes ici pour vous écouter», a-t-il souligné. C'est alors la ruée vers le micro de personnes qui avaient gros sur le cœur. Elles n'ont omis aucun problème dont souffre la population : bureaucratie, favoritisme, népotisme, dilapidation des deniers publics, retard énorme dans la livraison des projets, incompétence des élus ayant monnayé leur qualité de représentants du peuple. D'où la colère et le ras-le-bol de la population qui s'expriment par les récurrentes sorties de jeunes et moins jeunes dans la rue. Le logement, l'emploi, la santé et l'éducation arrivent en tête des revendications des intervenants. Des entrepreneurs de ces wilayas ont tenu à relever les retards énormes dans le paiement de situations des marchés. «Une bonne partie de nos collègues ayant réalisé des projets depuis trois ou quatre ans n'ont pas perçu leur dû à ce jour», révèlent des entrepreneurs des wilayas de Souk Ahras et Guelma.

Trois walis se sont limités à retracer la monographie de leur wilaya sans pour autant relever les contraintes, comme l'ont fait efficacement leurs homologues de Annaba et d'El Tarf. Ces derniers ont évoqué, sans aucune complaisance, les difficultés de développement local auxquelles leurs wilayas sont confrontées.

De leur côté, certains président d'assemblée populaire de wilaya ont été virulents à l'exemple de celui d'El Tarf : «Notre wilaya, qui est restée deux bonnes années sans chef d'exécutif, n'a enregistré la réalisation d'aucun projet socio-économique. El Tarf se classe en tête de liste des régions les plus pauvres du pays, alors que son potentiel agropastoral et touristique est l'un des plus importants du pays. Ce dénuement est le fait de l'absence d'investisseurs nationaux et étrangers, découragés par les interventions intempestives des douanes qui ont mis carrément notre wilaya, frontalière avec la Tunisie, économiquement à genoux.» La

situation a été également dénoncée par un agriculteur de la même wilaya. Précisant qu'El Tarf est la wilaya la plus importante en termes de culture de la tomate industrielle, il a indiqué : «Aucun engin, ni animal d'élevage ou production agricole ne peuvent être transportées d'une commune à une autre de la wilaya sans risquer la saisie par ce corps. Ce qui explique l'abandon de l'élevage et la mise en jachère depuis des années de milliers d'hectares de terre.»

Le 22 décembre 2011, les mêmes acteurs représentatifs des quarante-huit wilayas du pays auront rendez-vous à Alger avec l'équipe du Cnes, sous la présidence de M. Babès. Préalablement, dans le cadre des assises régionales qui se tiendront courant novembre dans les six zones définies par cette institution, il sera élaboré une feuille de route pour des recommandations nationales à soumettre, selon M. Babès, au premier magistrat du pays.

A. Bouacha

COORDINATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE LA DOUANE Deux journées de protestation pour le départ du SG

Le bureau national de la Coordination nationale des travailleurs de la douane (UGTA) a appelé à deux journées de protestation, les 18 et 19 du mois en cours, pour demander le départ du secrétaire général de leur fédération. C'est ce que révèle un communiqué adressé, hier, à notre rédaction. Les rédacteurs du communiqué affirment que le SG de la Fédération nationale des travailleurs de la douane ne jouit d'aucune représentativité.

R. N.

RÉHABILITÉ PAR BOUTEFLIKA

Messali Hadj reste «un traître» aux yeux de Abadou

La sentence est lourde. Elle évacue toute circonstance atténuante : «Messali est un traître», a attesté publiquement il y a quatre jours Saïd Abadou, le secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM). Un pied-de-nez à Bouteflika qui a œuvré à réhabiliter le père du nationalisme algérien.

Sofiane Aït Ilis - Alger (Le Soir) - Même réhabilité par le chef de l'Etat, après avoir été voué aux gémonies depuis les premiers balbutiements de la guerre d'Indépendance, Messali Hadj ne trouve toujours pas grâce aux yeux des moudjahidine. En témoigne cette attestation du patron de l'ONM, en marge de la commémoration du 55^e anniversaire de la disparition de Ali Khodja : «Messali est un traître. Les messalistes sont des collaborateurs.

Ils ont aidé l'armée coloniale à mater le front de Libération nationale.»

Vérité historique incontestable, certifiée, au demeurant, par tous les historiens. Mais de quoi procède-t-il que le secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine la réitère en ce moment ? Pourquoi a-t-il éprouvé le besoin d'en faire encore aujourd'hui l'énoncé ? «La guerre de Libération a été conduite uniquement par le FLN et son bras armé l'ALN. Le MNA est un appoint pour la France. Nous, nous ne reconnaissons que le FLN, rien que le FLN», a-t-il encore signifié, comme pour ériger une première barricade devant d'insoupçonnées thèses révisionnistes en germination. Lesquelles thèses pourraient s'inscrire en droite ligne politique de l'effort consenti par le président Bouteflika à redorer le blason terni de celui qui non seulement est resté en dehors de l'insurrection armée mais qui surtout a prêté main-forte

à l'ennemi pour casser du maquisard. Le colloque international consacré à Messali Hadj, à Tlemcen, à l'automne 2001, participait de cette tentative de réhabilitation qui n'avait pas été possible sous un autre président que Bouteflika. Il est d'ailleurs à se demander si ce n'est pas l'affinité régionale qui a incité le chef de l'Etat à vouloir procéder au «relooking» d'un homme au long parcours militant mais qui rata gravement de prendre le bon train de l'Histoire. Au moment du colloque, la famille dite révolutionnaire s'était faite silencieuse. Ce qui est loin d'être un signe d'approbation, puisqu'il apparaît aujourd'hui qu'elle n'est pas prête à revoir le ressentiment qu'elle nourrit vis-à-vis de Messali Hadj. Saïd Abadou le dit crûment, quitte à froisser le chef de l'Etat qui ne voudrait certainement pas voir s'éroder à nouveau l'image de celui qu'il a réhabilité.

S.A. I.